

L'ANTI-KISSINGER

## Donald Rumsfeld, un Florentin au pouvoir



Habile manœuvrier, Donald Rumsfeld s'est opposé au sein du Parti républicain au réalisme d'Henry Kissinger. Loin d'être belliciste par idéologie, ce disciple de Machiavel s'est fait faucon pour faire rêver les États-Unis de grandeur après l'humiliation du Vietnam. Mêlant politique et affaires avec son ami Franck Carlucci, il a accumulé influence et fortune. Écarté de la course à la Maison-Blanche au profit de George Bush père, il a poursuivi son chemin jusqu'à atteindre le pouvoir suprême dans l'ombre de sa marionnette, George Bush fils.

page 2

## Élection truquée en Afghanistan

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Ashraf Ghani, et Zalmay Khalilzad, se réjouissent de la tenue d'élection en Afghanistan et notent les progrès enregistrés dans le pays. Cependant ces éléments positifs sont imputables à l'ONU, pas à la Coalition. En outre, il y a quelque chose de ridicule à présenter cette réussite comme une avancée du programme de « démocratisation du monde » de l'administration Bush alors que le scrutin a été truqué à grande échelle pour faire élire Hamid Karzaï.

page 13

REPÈRE : 14 OCTOBRE 1946

### Quand Ho Chi Minh demandait de l'aide à Truman

Le 14 octobre 1946, le militant nationaliste (et pas encore communiste) Ho Chi Minh adresse un courrier au président des États-Unis, Harry S. Truman, lui demandant de l'aider à obtenir la décolonisation de l'Indochine par la France et la création d'une République du Vietnam, modelée selon les principes du New Deal et du Plan Marshall. Truman refuse et préfère soutenir le régime fantoche de l'empereur Bao Dai, forçant les nationalistes à se tourner vers la Chine et l'URSS. En mai 1950, les conseillers techniques du MAAG-US arrivent à Saïgon pour aider l'armée française. Un an plus tard, 60 % du matériel de guerre en Indochine est fourni par le Pentagone. En 1955, les premiers détachements de « formateurs » débarquent et participent aux combats aux côtés des troupes sud-vietnamiennes. En 1963, la CIA, sur ordre de John F. Kennedy, participe directement au coup d'État du général Duong Van Minh contre le gouvernement Diem - soupçonné de vouloir négocier avec les « rouges ». Les États-Unis sont alors définitivement engagés dans le borbier vietnamien... jusqu'à leur défaite en 1975. ■



### LE CONGRÈS ÉTATS-UNIEN VOTE LE DOUBLEMENT DU PERSONNEL MILITAIRE EN COLOMBIE

Le 2005 US Defense Department Authorization Act a été adopté par le Congrès états-unien, samedi 9 octobre, malgré les protestations des organisations humanitaires. Il implique le doublement du nombre de militaires en Colombie, pour atteindre 800 dans les prochains mois, ainsi que l'assignation de ce personnel à des tâches de renseignement et d'entraînement des forces de l'ordre colombiennes aux méthodes de contre-insurrection. Il permet également l'augmentation du nombre de mercenaires états-unis sur place, qui passera de 400 à 600. Le président conservateur de la Colombie, Alvaro Uribe, s'est réjoui de ce vote qui l'aidera à « lutter contre le terrorisme ». En effet, par manque de logistique et d'entraînement, la récente campagne contre les FARC menée par le gouvernement colombien avec 18 000 soldats n'a pas produit les résultats escomptés. La levée de ces restrictions par le Congrès états-unien va également permettre, comme en Irak, d'imposer par la terreur le pillage des ressources nationales aux milieux populaires colombiens. (Photo : Maria Anguera de Sojo, [WWW3 Report](http://WWW3.Report)) ■

## L'anti-Kissinger

# Donald Rumsfeld, un Florentin au pouvoir

**Habile manœuvrier, Donald Rumsfeld s'est opposé au sein du Parti républicain au réalisme d'Henry Kissinger. Loin d'être belliciste par idéologie, ce disciple de Machiavel s'est fait faucon pour faire rêver les États-Uniens de grandeur après l'humiliation du Vietnam. Mêlant politique et affaires avec son ami Franck Carlucci, il a accumulé influence et fortune. Écarté de la course à la Maison-Blanche au profit de George Bush père, il a poursuivi son chemin jusqu'à atteindre le pouvoir suprême dans l'ombre de sa marionnette, George Bush fils.**



Né en 1932, Donald Rumsfeld est le fils de George Rumsfeld, un agent immobilier de Chicago. Le jeune Donald effectue ses études à New Trier High School, où il devient la vedette de l'équipe de lutte, championne de l'État. À Princeton, il sera même le capitaine de l'équipe, un poste occupé, deux ans plus tôt, par son camarade de chambre lui aussi promis à un brillant avenir, **Frank Carlucci**.

En 1956, il manque d'être sélectionné pour les Jeux Olympiques dans cette discipline, mais doit renoncer pour cause de blessure. Il devient attaché parlementaire au Congrès, tout en étant consultant pour la banque d'investissement AG Becker, avant de se lancer lui-même dans la compétition politique. En 1962, il est candidat lors d'une primaire républicaine de Chicago, face à un responsable d'une compagnie d'assurance soumise à une enquête



Donald Rumsfeld  
champion de lutte

fédérale. L'un des assistants de Rumsfeld à l'époque, Jeb Stuart Magruder, fait en sorte que de nombreuses questions soient posées au candidat sur ce scandale. Magruder sera plus tard accusé de parjure dans l'affaire du Watergate. Mais le travail qu'il a accompli est payant : Rumsfeld remporte la primaire, et le siège de Congressman.

## Ascension républicaine

Au Congrès, il se révèle comme beaucoup de Républicains un conservateur économique et un modéré sur le plan social. Il soutient la législation sur les droits civils, et mène le combat pour le remplacement de la conscription par une armée de métier. Cependant son domaine de prédilection reste les questions de sécurité nationale. Il participe ainsi au House Committee on Science and Astronautics, qui s'intéresse aux programmes de la NASA. L'agence spatiale états-unienne est à l'époque dirigée par l'ancienne élite scientifique du IIIe Reich [1]. C'est également au nom de cet intérêt pour les questions stratégiques qu'il rejoint le Center for Strategic and International Studies [2], fondé en 1962 par Richard V. Allen, le Républicain conservateur qui deviendra le Conseiller à la sécurité nationale de Ronald Reagan. Rumsfeld est alors un des premiers membres du Congrès à fréquenter le think-tank.

Après la cinglante défaite de Barry Goldwater en 1964, il mène la révolte des Républicains souhaitant un changement à la présidence du parti, alors occupée par Charles Halleck. À la tête d'un groupe de Congressman républicains, notamment Charles Goodell, Robert Griffin, Albert Quie et Robert Ellsworth, il parvient à le faire remplacer par Gerald Ford, dont il devient un des plus proches conseillers.

Pour faciliter l'élection d'un Républicain à la Maison-Blanche, Rumsfeld se préoccupe d'écartier tout candidat démocrate crédible. Il encourage donc un de ses amis démocrates, Allard K. Lowenstein, leader du mouvement anti-guerre et l'un des membres les plus libéraux du Congrès, à présenter un obscur candidat à l'investiture contre le président sortant Lyndon Johnson. Ce dernier est battu dans une primaire ce qui relance la course à l'investiture démocrate, cette fois entre Hubert Humphrey et Robert Kennedy, mais ce dernier est assassiné le 5 juin 1968. La voie est libre pour les Républicains.

## La vraie-fausse période « libérale » de Rumsfeld

Humphrey est aisément écrasé par Nixon, qui remporte près de 40 États sur 50, malgré un nombre de voix comparable à celui du candidat démocrate. Après cette victoire, à laquelle il a notamment participé en tant que porte-parole des Républicains, Rumsfeld espère poursuivre son ascension politique. Mais son ambition et son soutien à Gerald Ford lui ont valu de solides inimitiés au sein de l'équipe de Nixon : il est ainsi écarté du poste de président du Parti républicain par Bob Haldeman, ainsi que de nombreux postes de l'administration présidentielle. Il obtient finalement la présidence de l'Office of Economic Opportunity (Bureau de l'équité économique) bien qu'il soit très critique des lois

anti-pauvreté. Il négocie, en plus un poste d'assistant présidentiel, avec un bureau à la Maison-Blanche. Il se choisit un assistant en la personne de Richard Cheney, et recrute également son ami **Frank Carlucci** qui venait de débiter une carrière d'agent de terrain à la CIA. Les trois hommes deviendront, chacun à leur tour, secrétaire à la Défense. L'OEO compte aussi parmi ses employés William Bradley, futur sénateur et candidat présidentiel, Christine Todd Whitman, future gouverneure du New Jersey et administratrice de l'Agence de protection de l'environnement, Terry Lenzner, futur membre de la Commission sénatoriale sur le Watergate.

La politique de Rumsfeld à la tête de l'agence anti-pauvreté permet à la presse de le qualifier de « libéral ». Une étiquette qui peut lui nuire au sein du Parti républicain. Il choisit donc, fin 1970, de se rapprocher du pouvoir, et obtient un poste de conseiller du président, à la Maison-Blanche.

L'époque est difficile : l'armée états-unienne est embourbée au Vietnam, sans espoir de victoire, tandis que la guerre devient impopulaire. Des dissensions apparaissent au sein même de l'administration présidentielle. Donald Rumsfeld préconise de ne pas s'entêter dans une voie sans issue et de se retirer. Il convainc un petit groupe comprenant George P. Shultz, alors directeur de l'Office of Management and Budget ; Clark MacGregor, conseiller pour les relations avec le Congrès ; et John Ehrlichman, en charge de la politique intérieure, de faire pression sur le président.



Donald Rumsfeld, Henry Kissinger et Richard Nixon

Au point qu'en avril 1971, Richard Nixon irrité envisage de se séparer de Rumsfeld, ce dont le dissuadent son conseiller Henry A. Kissinger et le secrétaire général de la Maison-Blanche Bob Hademan. En définitive, les trois hommes décident d'envoyer Rumsfeld pour une « mission » de deux mois en Europe, avec Robert Finch. Il est sensé y discuter de la consommation de drogues avec des responsables européens. À son retour, Richard Nixon lui offre un poste à la fois à sa mesure et suffisamment éloigné, représentant des États-Unis auprès de l'OTAN.

Rumsfeld accepte, mais les proches conseillers du président lui réclament d'attendre la fin de la campagne présidentielle, pour laquelle le jeune loup politique pourrait être utile. En effet, il est alors très proche de John Mitchell et Charles Colson, deux spécialistes des « coups politiques » travaillant pour Nixon. D'après les enregistrements secrets de la Maison-Blanche réalisés à l'époque, Rumsfeld a, à plusieurs reprises, proposé au président Nixon de monter des opérations pour son compte, en recueillant des informations sur des adversaires politiques ou en faisant jouer ses liens privilégiés avec George Gallup, le responsable de l'institut de sondage Gallup Poll, considéré comme un pacifiste. Si l'efficacité de ces démarches est difficile à évaluer, il n'en demeure pas moins que Nixon est finalement réélu en novembre 1972.

En 1973 et 1974, Rumsfeld est en Europe, à l'OTAN, lorsqu'éclate le scandale du

Watergate. Épargné par la tourmente, il propose tout de même à Nixon de lui apporter de l'aide dans ce dossier. Car malgré les tensions inhérentes à l'exercice du pouvoir, une certaine complicité unit les deux hommes. Nixon respecte ceux qui acceptent de jouer la compétition politique, et notamment d'en affronter les échecs qui ont jalonné son propre parcours. À cet égard, Rumsfeld diffère des autres conseillers du président tels que Haldeman, Ehrlichman et Kissinger, qui se satisfont de leur statut d'« hommes de l'ombre ». De plus, Rumsfeld est considéré comme une excellente vitrine publique pour la Maison-Blanche, un très bon porte-parole. Dans le tumulte du Watergate, Nixon ne relève cependant pas l'offre de services de son conseiller. Un heureux coup du sort pour Rumsfeld, qui n'est donc pas éclaboussé par le scandale. Au contraire, il en profite puisqu'à la démission de Nixon, le vice-président Gerald Ford le nomme dans l'équipe de transition.

## L'anti-Kissinger

Rumsfeld appelle immédiatement son plus proche conseiller à Washington, Richard Cheney, qui a profité du départ de son supérieur en Europe pour faire une incursion dans le monde des affaires, au sein d'une société de conseil. La nouvelle équipe dirigée par Gerald Ford se voit confier une mission simple : réorganiser la Maison-Blanche et élaborer un programme de politique intérieure. Il lui est en revanche interdit de s'intéresser à la politique étrangère, qui reste le domaine réservé d'Henry Kissinger. Celui-ci, qui fait avaliser le lendemain de la prise de fonction de Ford une extension de ses prérogatives sur ces questions, est à la fois secrétaire d'État et Conseiller à la sécurité nationale. Mais cette mainmise d'Henry Kissinger sur la politique étrangère états-unienne, axée à cette époque sur le concept de « détente » avec l'URSS, va progressivement s'éroder, sous l'influence de Donald Rumsfeld et Dick Cheney.

Les deux hommes deviennent rapidement des figures prédominantes de l'administration Ford. Un mois après sa prise de fonction, Gerald Ford nomme Donald Rumsfeld secrétaire général de la Maison-Blanche, en remplacement d'Alexander Haig. Il arrive avec Dick Cheney dans ses bagages, en tant qu'assistant personnel. Les deux hommes se trouvent dans des positions clés, qui leur donnent une influence déterminante au sein de l'administration.

Le duo infernal va œuvrer lentement mais sûrement à mettre sur la touche l'encombrant Henry Kissinger. Rumsfeld s'attaque tout d'abord aux alliés de Kissinger, notamment Nelson Rockefeller, pourtant vice-président, et à son directeur de cabinet, Bob Hartmann.

En novembre 1975, la popularité de Gerald Ford est au plus bas. Il décide de trancher les contradictions de son équipe en satisfaisant à la fois l'opinion publique et le complexe militaro-industriel. Il limoge son secrétaire à la Défense, Arthur R. Schlesinger qu'il remplace par son secrétaire général Donald Rumsfeld. Au poste de ce dernier, devenu vaquant, il nomme Dick Cheney.

Simultanément, il confirme Henry Kissinger comme secrétaire d'État pour mieux le contraindre à renoncer à son poste de Conseiller de sécurité nationale, auquel il promet son adjoint, le général Brent Scowcroft. Il démissionne William Colby de la direction de la CIA au profit de George H. Bush. Enfin, il



Donald Rumsfeld, Gerald Ford et Dick Cheney

informe le vice-président Nelson Rockefeller qu'il ne figurera pas sur le prochain ticket présidentiel. Ce remaniement brutal est resté dans les mémoires sous le sobriquet de « massacre d'Halloween ». Il marque les contours de deux clans : celui de Kissinger, favorable à la politique de détente et de contrôle des armements menée en collaboration avec l'Union soviétique ; et celui de Rumsfeld persuadé qu'après la défaite du Vietnam, l'opinion publique humiliée rêve de grandeur et non de compromis.

Abandonnant la posture libérale qui était la sienne lorsque l'opinion publique voulait quitter le Vietnam, il se pose désormais en faucon pour lui promettre qu'elle ne connaîtra plus la défaite. Une volte-face que le clan Kissinger a souvent imputé à de l'opportunisme politique. Nul doute que l'ambition et la stratégie permettent effectivement d'expliquer ce revirement. Mais les convictions de Donald Rumsfeld ont également évolué lors de son séjour à Bruxelles en tant qu'ambassadeur à l'OTAN. À l'époque, il devient fermement convaincu de l'inutilité des programmes de contrôle d'armement négociés avec l'URSS. Dans le cadre de la campagne présidentielle de 1976, il conseille au président Gerald Ford d'abandonner le terme de « détente », de peur d'être débordé sur sa droite lors des primaires par le républicain d'extrême droite Ronald Reagan. Ce dernier met en avant un projet diplomatique fondé sur l'idée d'une nécessaire restauration de « *la Moralité dans la politique étrangère* ». La stratégie est payante à court terme, puisqu'elle permet au président Ford, associé à Bob Dole sur le ticket présidentiel, de remporter les primaires. Mais elle est insuffisante pour lui permettre de battre Jimmy Carter, le candidat démocrate. Celui-ci accède donc à la présidence, le 20 janvier 1977. Ce jour-là, la carrière politique de Rumsfeld subit un coup d'arrêt.

## Pharmacien

Privé du jour au lendemain de responsabilités politiques, sans mandat, Donald Rumsfeld se résigne alors comme la plupart des responsables états-uniens : il tente sa chance dans le monde des affaires. C'est la société pharmaceutique de Chicago G.D. Searle & Company, en très grande difficulté financière, qui lui en donne l'occasion. Le groupe est au bord de la faillite, les actions sont passées de 110 à 12 dollars et la Food and Drug Administration mène une enquête sur les méthodes d'expérimentation de médicaments au sein de l'entreprise, tout en

refusant d'agrèer ses dernières trouvailles, notamment l'aspartame. La famille Searle, qui a financé la première campagne électorale de Rumsfeld à Chicago, lui confie le poste de président-directeur général. L'ancien homme politique y effectue une conversion spectaculaire : il renvoie plus de la moitié des employés du groupe, pour le faire passer de 800 à 350 salariés, grâce à des méthodes de licenciement particulièrement brutales. En 1980, le magazine *Fortune* le place ainsi dans sa liste des « dix patrons les plus durs ». Rumsfeld sait aussi utiliser ses connexions politiques : une fois à la tête de Searle, les réticences de la FDA disparaissent comme par enchantement, les enquêtes sont interrompues et les autorisations de commercialiser accordées, notamment pour l'aspartame [3]. Au cours des cinq années suivantes, les bénéfices de la société grimpent de 17 % par an, et le cours de l'action remonte à 30 \$. Le premier à profiter de ce spectaculaire revirement est bien entendu Rumsfeld lui-même, qui voit son salaire passer de deux cent mille dollars annuels en 1977 à cinq cent mille en 1982. À cette date, les stock-options dont il dispose sont par ailleurs estimés à au moins quatre millions de dollars.

Rumsfeld n'abandonne pas pour autant totalement l'arène politique. En 1979, lorsque l'administration Carter présente un nouveau Traité sur la limitation des armements stratégiques (SALT), il témoigne publiquement son hostilité au projet devant le Sénat, et appelle au contraire à une augmentation de 40 milliards des dépenses militaires. Selon une rhétorique qu'il réutilisera plus tard au sein de l'administration Bush, il affirme que « *la situation de notre nation est beaucoup plus dangereuse aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été depuis que Neville Chamberlain a quitté Munich, rendant possible la Seconde Guerre mondiale* ». Le tournant de la carrière politique de Donald Rumsfeld est certainement l'année suivante, en 1980, lors de la désignation du vice-président sur le ticket présidentiel du candidat Reagan. Alors que le nom de Gerald Ford est celui qui circule le plus, les négociations achoppent sur les revendications de l'ancien président. Il faut trouver un remplaçant. Richard Allen, l'un des responsables de la campagne, propose celui de George H.W. Bush n'ayant pas, de son propre aveu, le numéro de téléphone de Rumsfeld sur lui. Il affirme aujourd'hui avoir commis une erreur : si le nom de Rumsfeld avait été proposé, celui-ci serait sûrement devenu vice-président, avant d'accéder à la magistrature suprême.

## Tournée au Proche-Orient

Pendant deux ans, l'ancien secrétaire à la Défense reste à l'écart de l'administration Reagan, pourtant l'une des plus conservatrices depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette singulière « traversée du désert » s'explique par l'animosité que lui vouent deux figures importantes de la nouvelle équipe dirigeante au pouvoir, Casper Weinberger, le secrétaire à la Défense, et Alexander Haig, le secrétaire d'État.

Il accepte de rejoindre le conseil d'administration de Sears World Trade (SWT) une société de commerce international dirigée par son ami de toujours Frank Carlucci. En réalité, SWT est une couverture de la CIA spécialisée dans le commerce des armes.

L'attentat contre l'ambassade états-unienne de Beyrouth, le 18 avril 1983, qui

fait près de trois cent victimes états-uniennes, sera l'occasion pour Rumsfeld de se remettre en selle : il est nommé émissaire spécial au Proche-Orient par Ronald Reagan, et chargé de trouver une issue à la guerre civile au Liban. Le diplomate entame immédiatement une tournée dans la région, en commençant par l'Irak. Un choix singulier, puisque les États-Unis n'avaient plus entretenu de relations diplomatiques avec ce pays depuis la guerre des Six jours de 1967. Les 19 et 20 décembre 1983, Rumsfeld rencontre le vice-Premier ministre Tarik Aziz, puis le président Saddam Hussein. Des entretiens concluants : selon le courrier diplomatique qu'il envoie à Washington, la rencontre « *marque un jalon positif dans le développement des relations entre les États-Unis et l'Irak et se révélera être un plus pour la position US dans la région* ».



Donald Rumsfeld, VPR en armes de destruction massive

Washington cherche à l'époque à utiliser le régime de Saddam Hussein comme balancier au régime de Téhéran, qui a totalement échappé à son contrôle. Il est également déjà question de questions énergétiques : Rumsfeld évoque avec le président Hussein un projet de pipeline élaboré par la compagnie Bechtel, dont -

heureux hasard... - George Shultz était le PDG jusqu'à son entrée dans l'administration Reagan [4]. L'Irak de son côté, souhaite que les États-Unis fassent respecter l'interdiction faite à la communauté internationale de vendre des armes à l'Iran, en pleine guerre Iran-Irak.

De retour à Washington après sa tournée diplomatique, Rumsfeld met en garde contre l'aveuglement du Pentagone sur le Proche-Orient qui pourrait, selon lui, tomber sous le contrôle de l'Iran. Ses critiques s'adressent directement à l'équipe Weinberger, du Département de la Défense, et en particulier à **Richard Armitage**, alors en charge de la région. À la suite de l'attaque contre l'ambassade états-unienne de Beyrouth, la doctrine élaborée par Weinberger et Powell incitait à la plus grande prudence dans l'envoi de troupes dans la région. Rumsfeld, dont on peut rapprocher le point de vue de celui de **Paul Wolfowitz**, affirme au contraire que cet attentat offre une excellente occasion pour intervenir, afin d'éviter de perdre le contrôle du Golfe. L'administration Reagan opte pour une voie médiane : elle n'envoie pas de troupes sur place, mais accepte d'aider l'Irak à contrebalancer l'influence iranienne. Le 26 novembre 1984, Washington rétablit ses relations diplomatiques avec Bagdad.

Bien qu'il continue à mener une carrière dans le secteur privé, Rumsfeld reste une figure importante de l'appareil d'État états-unien. En témoigne sa participation aux simulations de coup d'État réalisées sous Reagan. Officiellement, il s'agit de préparer la continuité de l'exécutif en cas de « décapitation » du pouvoir en place par une attaque soviétique. En réalité, ce qui est ainsi préparé, c'est l'éventualité d'un coup d'État fomenté par le vice-président - et ancien directeur de la CIA - George H. W. Bush, après la constatation de la vacance du pouvoir occasionnée par la sénilité grandissante du président Reagan [5]. James Woolsey et Kenneth Duberstein, qui fut comme Rumsfeld secrétaire général de la Maison-Blanche, participent également à l'équipe « intérimaire » simulée. Le programme est confié à Oliver North, et est



supervisé, comble de l'ironie, par le vice-président Bush lui-même. Au cours de ces années-là, Rumsfeld a donc l'habitude de « disparaître » tous les ans pendant quelques jours, dans diverses bases militaires secrètes. Un autre ancien secrétaire général de la Maison-Blanche participe à ces manœuvres : il s'agit de l'ancien assistant de Rumsfeld, Dick Cheney. À chaque fois, un membre différent de l'administration Reagan joue le rôle du nouveau « président ». La singularité du processus prévu dans ces opérations est qu'elle ne respectait pas les lois fédérales de succession du Président, constitutionnellement confiée au vice-président, puisque les personnalités choisies sont soit le secrétaire à l'Agriculture, ou le secrétaire au Commerce [6].

## Intérêts privés

Rumsfeld reste dans le sillage de l'appareil d'État. Au point que lorsque sa société, G.D. Searle & Company, est rachetée à la mi-1985 par Monsanto, il cesse d'y travailler et envisage sérieusement de se présenter à la primaire républicaine de 1988, face au vice-Président George H. W. Bush. Il est alors soutenu par la branche la plus conservatrice de l'appareil républicain, et par plusieurs figures de l'administration Reagan tels que **Frank Carlucci**, devenu secrétaire à la Défense, et George Shultz, toujours secrétaire d'État. Ce soutien s'explique par le ton de sa campagne, qui tente de déborder Bush sur sa droite grâce à une rhétorique de « faucon » particulièrement agressive, notamment à l'encontre de l'Union soviétique. Malheureusement pour lui, le contexte politique ne lui est pas favorable : assimilé aux reaganiens de l'ancienne école, il est concurrencé par le candidat des reaganiens ultra-libéraux, Jack Kemp, également soutenu par des personnalités néo-conservatrices telles que William Kristol. Il doit aussi faire avec la candidature du révérend Pat Robertson, de la Coalition chrétienne. En bref, l'aile droite du Parti républicain, unifiée sous Reagan, est éclatée pour la primaire de 1988. De plus, Rumsfeld possède un handicap politique, celui de ne pas avoir mené de campagne électorale depuis 1968. En conséquence, il n'obtient pas la confiance des investisseurs et doit renoncer, faute de fonds. En avril 1987, il se retire de la course à l'investiture républicaine.



Beaucoup le donnent perdu pour la politique. Il rejoint le secteur privé pour une longue période. En 1990, alors que son ami Carlucci a déjà pris la direction du Carlyle Group, il est nommé président-directeur général de General Instrument Corporation, une société de câbles et communication. Pendant trois ans, il mène la société à la réussite financière, grâce à ses contacts politiques. Il obtient les faveurs de la FCC (Federal Communication Commission), l'autorité américaine de régulation des télécoms, jusqu'ici uniquement sensible aux sociétés développant des technologies de télévision analogique. Subitement, le projet de télévision digitale proposé par GIC retient l'intérêt de l'agence fédérale. Une décision heureuse qui assure le succès de la nationalisation de l'entreprise, et permet à Rumsfeld de disposer, à la fin des années 1990, d'une fortune estimée entre 50 et 200 millions de dollars. Mais l'ancien secrétaire à la Défense vend également son influence à plusieurs autres sociétés : au début des années 1990,

il obtient l'autorisation pour la société ABB, basée à Zürich, de vendre deux réacteurs nucléaires à Pyongyang, en échange de l'assurance donnée par les autorités nord-coréennes qu'elles abandonnent leur programme nucléaire militaire [7]. En 1993, il rejoint Gulfstream, un fabricant de jets d'affaires racheté par Ted Forstmann. Ce dernier s'attache successivement les services de plusieurs autres grandes figures républicaines, telles que George Shultz, Colin Powell et Henry Kissinger, tous membres du Conseil d'administration. Selon *Le Nouvel Observateur*, « en juin 1999, lorsque Ted Forstmann revend Gulfstream à General Dynamics, le fabricant d'armes, ils encaissent une plus-value d'environ 3 millions de dollars chacun. L'avocat d'affaires en charge des intérêts de General Dynamics au moment de la transaction, William J. Haynes, est aujourd'hui un collaborateur de Donald Rumsfeld. » [8].

Le dernier fait d'armes de Rumsfeld dans la sphère des affaires date de 1997. Cette année là, il devient PDG de Gilead, une société sensée produire des médicaments contre les maladies infectieuses [9]. Comme à Searle, Rumsfeld met à contribution son carnet d'adresse pour s'assurer de la bienveillance de la FDA, qui autorise donc finalement la commercialisation d'un médicament contre la variole, jusque là sérieusement contrôlé, le cidofovir. En conséquence, le Pentagone intègre la molécule de Gilead dans ses recherches sur le bioterrorisme. Le cours de l'action Gilead s'envole.

Les méthodes de Donald Rumsfeld en matière de trafic d'influence dépassent celles habituellement rencontrées en Europe. Certaines « affaires » restées au rang d'hypothèses laissent particulièrement perplexes. C'est le cas du bombardement de l'usine pharmaceutique d'Al-Shifa au Soudan par l'administration Clinton, le 20 août 1998. Sous couvert de détruire un centre de fabrication d'armes de destruction massive, c'est en réalité une usine fabricant des médicaments génériques qui a été mise hors d'état de nuire, notamment aux affaires de Gilead, elle-même productrice de médicaments anti-malaria et anti-sida, tout comme Al Shifa. La panique de l'anthrax, en octobre 2001, outre le fait qu'elle accrédita l'idée d'une menace terroriste islamiste aux États-Unis, permit également à Gilead de faire d'excellentes affaires, en augmentant ses ventes de vaccin anti-variologique au Pentagone. Ce qui contribue à la formidable valorisation du groupe, racheté en 2002 par Karl Hostetler pour la coquette somme de 460 millions de dollars [10].

## À la conquête de la Maison-Blanche

Mais son ambition politique est tenace. Il accepte de diriger la campagne de Bob Dole à partir du printemps 1996, et rencontre, à cette occasion, Paul Wolfowitz, qu'il charge d'écrire les discours portant sur la politique étrangère [11]. C'est un nouvel échec pour Rumsfeld : le 20 janvier 1997, c'est le démocrate Bill Clinton qui est reconduit dans ses fonctions de président des États-Unis. Le duo Wolfowitz-Rumsfeld n'en pâtira pas, bien au contraire.

Les efforts jusqu'ici inutiles de Rumsfeld pour accéder à la Maison-Blanche, d'abord en tant que vice-président de Reagan, puis face à George H.W. Bush lors des primaires de 1988, enfin en tant que directeur de campagne du candidat républicain Bob Dole en 1996, vont enfin payer. Et paradoxalement, c'est en misant sur le fils de l'ancien président, George W. Bush, que les néo-



Bob Dole et Donald Rumsfeld

conservateurs vont assurer le triomphe de leur idéologie. Wolfowitz et Rumsfeld ont tous deux largement contribué à façonner cette épopée triomphale. Dès 1998, ils signent ensemble le Projet pour un nouveau siècle états-unien, une lettre ouverte au président Clinton l'enjoignant de renverser le président irakien, Saddam Hussein. L'allié d'hier est devenu, pour Rumsfeld, le meilleur prétexte pour déployer des troupes états-uniennes dans le Golfe.

Parallèlement, il participe à la division

« Politique étrangère » du Congressional

Policy Advisory Board, monté au sein du Parti républicain par Martin Anderson pour permettre l'élaboration d'une politique étrangère néo-conservatrice, avec le soutien financier du Hoover Institute, de la **Fondation Heritage** et de l'**American Enterprise Institute**. Rumsfeld y côtoie ses amis Dick Cheney, Paul Wolfowitz et George Shultz, bientôt rejoints par son ancien adversaire, Casper Weinberger, et la protégée du candidat Bush, Condoleezza Rice.

Les travaux menés par cette équipe, qui œuvre en parallèle au groupe des Vulcains [12], s'appuient par ailleurs sur ceux réalisés par la commission d'enquête du Congrès, présidée par Rumsfeld et chargée d'évaluer la probabilité d'une attaque balistique contre les États-Unis. Montée sur le modèle de l'« Équipe B » sur l'URSS [13], cette commission doit en réalité surtout accrédi- ter l'idée d'une possible frappe par un missile ennemi contre les États-Unis. Ceci afin de justifier les dépenses militaires demandées par les Républicains pour la mise en œuvre du bouclier anti-missiles. Paul Wolfowitz, expert en menaces imaginaires, siège naturellement aux côtés de Donald Rumsfeld. D'après les conclusions des parlementaires, cette menace est bien réelle, surtout de la part de pays tels que la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak. Trois États qui figureront plus tard dans l'« Axe du Mal » défini par George W. Bush.

Dans son **rapport final**, présenté à la presse le 11 janvier 2001, la Commission indique : « *L'histoire est pleine de situations dans lesquelles on a ignoré les avertissements et résisté au changement jusqu'à ce qu'un événement extérieur, jugé jusque-là "improbable", vienne forcer la main des bureaucraties réticentes. La question qui se pose est de savoir si les États-Unis auront la sagesse d'agir de manière responsable et de réduire au plus vite leur vulnérabilité spatiale. Ou bien si, comme cela a déjà été le cas par le passé, le seul événement capable de galvaniser les énergies de la Nation et de forcer le gouvernement des États Unis à agir doit être une attaque destructrice contre le pays et sa population, un "Pearl Harbor spatial"* ». Interrogé par des journalistes sur l'existence éventuelle d'autres menaces que celles des États précités, Donald Rumsfeld évoque une possible attaque spatiale par un vaisseau que s'apprêterait à lancer un certain Oussama Ben Laden depuis une base secrète située en Afghanistan. On connaît la suite.

**Paul Labarique**

[1] Voir « **Des V2 à la Lune** », par Paul Labarique, *Voltaire*, 24 août 2004.

[2] Voir « [CSIS, les croisés du pétrole](#) », *Voltaire*, 6 juillet 2004.

[3] Au cours des vingt années suivantes, la FDA a enregistré plusieurs milliers de plaintes attribuant à l'aspartame des maux variés (migraines, trous de mémoire, troubles de la vision...). Voir « [La face cachée de Donald Rumsfeld](#) », par Christophe Grauwil, *Le Nouvel Observateur*, 27 mai 2004.

[4] « [La face cachée de Donald Rumsfeld](#) », op.cit.

[5] « [The Attempted Coup d'État of March 30, 1981](#) », in *George Bush : The Unauthorized Biography*, de Webster G. Tarpley & Anton Chaitkin.

[6] L'ordre de succession était alors constitutionnellement et légalement le suivant : le vice-Président, puis le Speaker de la Chambre des représentants, le président *pro tempore* du Sénat, et enfin les membres de l'administration dans l'ordre dans lequel leurs postes ont été créés, avec en tête le secrétaire d'État, le secrétaire au Trésor et le secrétaire à la Défense.

[7] « [Rummy's North Korea Connection](#) », par Richard Behard, *Fortune*, 28 avril 2003.

[8] « [La face cachée de Donald Rumsfeld](#) », op.cit.

[9] Dans un livre paru en 1985, *The Handmaid's Tale*, de Margaret Atwood, Gilead est le nom donné aux États-Unis après qu'une dictature militaire, portée par une population prête à échanger ses droits contre sa sécurité, y eut pris le pouvoir. (« [La face cachée de Donald Rumsfeld](#) », op.cit.).

[10] Voir « [Intoxication à l'anthrax](#) », par Paul Labarique, *Voltaire*, 10 mars 2004.

[11] « [Paul Wolfowitz, l'âme du Pentagone](#) », par Paul Labarique, *Voltaire*, 4 octobre 2004.

[12] Le groupe des Vulcains, créé par Condoleezza Rice pour conseiller le candidat Bush sur les questions internationales, comprend, outre elle, [Paul Wolfowitz](#), [Richard Armitage](#), [Richard Perle](#) et [Dov Zakheim](#).

[13] Cette équipe B, constituée en 1976 par le directeur de la CIA de Gerald Ford, George H.W. Bush, et présidée par Richard Pipes, le père de Daniel Pipes, avait pour mission réévaluer la menace soviétique, prétendument sous-estimée par les experts trop pantouflards de l'Agence. Le jeune Paul Wolfowitz y siégeait déjà.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Élection truquée en Afghanistan

## Analyse

Dans la perspective du second mandat Bush, les néo-conservateurs débattent durement des prochaines priorités. Ainsi, l'ambassadeur Peter W. Galbraith critique la stratégie de Washington dans le *Guardian*. Non pas pour en dénoncer le bellicisme, mais au contraire pour regretter qu'il n'ait pas donné de correction à l'Iran et à la Corée du Nord. Pour lui, il faut neutraliser les « États-voyous » avant de « démocratiser » le Moyen-Orient.

Gary Sick, administrateur d'Human Rights Watch proche de George Soros, déplore dans le *Daily Star* les conséquences de l'invasion de l'Irak. Si George H. Bush (le père) avait effacé le syndrome de la guerre du Vietnam avec sa victoire dans le Golfe, George W. Bush (le fils) a créé un syndrome de la guerre d'Irak en ne parvenant pas à stabiliser la situation. Cette expédition, qui devait renforcer l'autorité des États-Unis dans le monde, a finalement miné leur crédibilité.

L'ancien président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, se saisit des massacres du Darfour pour mettre en cause la Commission des Droits de l'homme de l'ONU dans le *Los Angeles Times*. Partant du principe que, contrairement à ses allégations, c'est le gouvernement de Khartoum qui est responsable des atrocités et que celui-ci siège à la Commission, il en conclut que quelque chose est pourri à l'ONU. Dans son élan, M. Gingrich exige que l'on radie de cette commission tous les États qui violent les Droits de l'homme oubliant que les États-Unis, qui viennent d'envahir sans mandat un État souverain et entretiennent des camps de torture à Guantanamo et Bagram, seraient concernés par une telle mesure.

L'élection présidentielle afghane ne suscite que des commentaires positifs. Elle est, nous dit-on, la première dans l'histoire du pays et augure d'un avenir

radieux débarrassé des seigneurs de la guerre.

Ashraf Ghani, ministre des Finances du gouvernement intérimaire, s'en félicite dans le *Washington Post*. Il note que cette réussite soulève de nouvelles attentes et qu'elle n'est donc qu'une étape sur un long chemin.

Zalmay Khalilzad, ambassadeur des États-Unis à Kaboul, observe avec satisfaction dans le *Wall Street Journal* la démilitarisation de la population, la reconstruction des infrastructures et le retour massif des exilés.

Tout cela est certain. Une majorité d'Afghans est en train de découvrir la paix. Cependant les éléments positifs de cette évolution sont imputables à l'ONU, pas à la Coalition qui, au contraire, a sa part de responsabilités dans les décennies de souffrances qui ont précédé. En outre, il y a quelque chose de ridicule à présenter cette réussite de la communauté internationale comme une avancée du programme de « démocratisation du monde » de l'administration Bush. Les élections ont été truquées à grande échelle pour faire élire Hamid Karzaï et lorsque tous ses concurrents ont porté plainte à la Commission électorale de l'ONU, l'ambassadeur Khalilzad leur a offert une compensation financière pour le retrait de leur plainte.

Le journaliste Chris Stephen attire l'attention des lecteurs de *The Observer* sur les conclusions du docteur Cees Wiebes de la commission d'enquête néerlandaise sur le massacre de Srebrenica. Selon cet éminent universitaire, ce crime fut perpétré par Mladic, malgré l'opposition de Slobodan Milosevic qui cherchait alors une issue politique au conflit. L'ancien président yougoslave ne serait donc pas responsable du crime de génocide pour lequel il comparait devant le Tribunal pénal international de La Haye.

Il ne s'agit pas là d'une découverte, mais cette affirmation n'en remet pas moins en cause la version officielle des événements telle qu'elle a été réécrite lors de la guerre du Kosovo. M. Milosevic n'était pas considéré par la communauté internationale comme responsable de ce massacre lors des Accords de Dayton. Ce crime ne lui fut imputé que lorsque la propagande de l'OTAN chercha à la diaboliser pour pouvoir attaquer la Yougoslavie. Et voici trois ans que se poursuit son procès sans que l'accusation présentée par le procureur Clara del Ponte ait pu présenter le moindre élément de preuve à charge. Il y a erreur de qualification. M. Milosevic est l'un des responsables politiques de l'exacerbation des identités qui aboutit à la guerre civile, il n'est pas pour autant la tête pensante d'un génocide.

Enfin, le député travailliste Ephraïm Sneh revient dans *Ha'aretz* sur les déclarations des conseillers d'Ariel Sharon. Ceux-ci ne cachent plus que le prétendu plan de retrait unilatéral de Gaza est en réalité, un redéploiement de Tsahal pour renforcer le contrôle de la Cisjordanie et prévenir la création d'un État palestinien. Ce qui est étonnant, ce n'est pas la révélation des objectifs -Ils sont limpides à l'analyse et nous les avons explicités dans ces colonnes-, mais leur absence de conséquences. Le prétendu « camp de la paix » les ignore délibérément et persiste à feindre de ne pas comprendre ce qui se passe. Cette observation de Sneh, nous nous la sommes souvent faite en cherchant des interlocuteurs parmi les pacifistes israéliens. Comme lui, nous avons constaté que la plupart d'entre eux soutenaient au fond la politique d'Ariel Sharon sans accepter de se salir les mains eux-mêmes.

**Réseau Voltaire**

Peter W. Galbraith



Membre du Centre for Arms Control and Non-Proliferation de Washington, Peter W. Galbraith fut négociateur des accords de Dayton, puis premier ambassadeur des États-Unis en Croatie. Il est professeur au National War College. Il était présent dans la zone d'où est partie la rébellion kurde, en 1991, et est favorable à la création d'un Kurdistan indépendant.

## « Le plan de sécurité de Bush ne réside plus que sur de l'espoir »

Source : The Guardian

Référence : « Bush's security plan now rests on nothing but hope », par Peter W. Galbraith, *The Guardian*, 11 octobre 2004.

Pendant que les États-Unis employaient 1 000 personnes pour rechercher des armes de destruction massive en Irak et conclure qu'il n'y en avait pas, la Corée du Nord et l'Iran développaient leurs capacités nucléaires. Sans surprise, **Tony Blair** et **John Howard** ont affirmé que la guerre était quand même nécessaire. **Dick Cheney** s'appuie sur une partie du rapport pour affirmer que sans la guerre, Saddam Hussein aurait réarmé dès la levée des sanctions. Cheney veut nous convaincre du caractère positif d'une attaque contre un pays qui ne représentait aucune menace en s'appuyant sur les mauvaises intentions de son dirigeant.

L'invasion de l'Irak n'a pas de sens en termes de menace à éliminer préventivement, mais uniquement dans la perspective de la démocratisation du monde islamique. **Paul Wolfowitz** et les néo-conservateurs du **Pentagone** ont vu l'Irak comme une opportunité de transformer le Moyen-Orient, cette guerre devait être pour la région ce que la chute du Mur de Berlin avait été pour l'Europe. **Wolfowitz** a d'ailleurs affirmé à *Vanity Fair* que l'excuse des armes de destruction massive avait été choisie pour des raisons bureaucratiques.

Le problème de l'administration, Bush ce sont ses priorités. Elle ne tient pas assez compte du développement de l'arsenal nord-coréen et iranien et elle n'engage pas assez de ressources sur le terrain. L'administration Bush a crû que le renversement de Saddam Hussein intimiderait l'Iran et la Corée du Nord et encouragerait les démocrates en Iran, en Syrie et en Arabie saoudite. Elle n'ont pas anticipé que si la situation tournait mal en Irak, on verrait se produire l'effet inverse. Aujourd'hui, Washington a montré à la Corée du Nord et à l'Iran que nous n'avons plus les moyens de nous en prendre à eux et nous en sommes réduit à espérer que d'autres vont résoudre ces problèmes à notre place.

Malheureusement, l'espoir n'est pas une politique.

Gary Sick



Ancien membre du National Security Council sous les présidents Ford, Carter et Reagan et capitaine de la Navy à la retraite, Gary Sick a été vice-directeur pour les affaires internationales de la Fondation Ford (1982-1987) avant d'entrer au conseil d'administration d'Human Right Watch où il dirige le comité consultatif pour le Moyen-Orient. Il dirige également Gulf 2000 un projet de recherche sur le développement économique et politique du Moyen-Orient financé par la Fondation Rockefeller et l'Open Society Institute de George Soros.

## « Grâce à Dieu, nous avons créé le syndrome d'Irak »

Source : Daily Star

Référence : « 'By God, we've just created the Iraq syndrome !' », par Gary Sick, *Daily Star*, 11 octobre 2004.

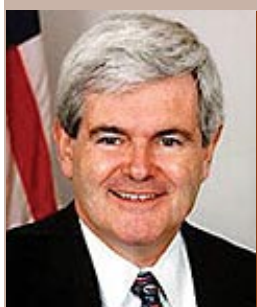
L'ancien président **George H. Bush** avait déclaré « Grâce à Dieu, nous avons supprimé le syndrome du Vietnam une bonne fois pour toute » après la Guerre du Golfe. En réalité, le syndrome du Vietnam, c'est-à-dire la réticence des États-Uniens à s'engager dans un conflit à l'étranger, a disparu réellement après le 11 septembre 2001, mais depuis, **George W. Bush** a peut-être créé le syndrome d'Irak.

Depuis les attentats du 11 septembre, la stratégie de sécurité des États-Unis a été remodelée en profondeur. La doctrine Bush est fondée sur trois principes : le concept de frappes préventives, le maintien de la suprématie états-unienne et la diffusion de la démocratie. L'invasion de l'Irak a été le premier test majeur de la doctrine Bush. Cet affrontement visait à mettre un terme au coûteux duel contre Saddam Hussein et à envoyer un message clair aux voisins de l'Irak : s'opposer aux États-Unis est vain. L'avènement d'une démocratie en Irak devait également servir de modèle pour la région. Ça n'a pas fonctionné. La découverte que l'Irak n'avait pas d'armes de destruction massive a remis en cause la légitimité des frappes préventives. Si l'invasion a démontré la puissance états-unienne, l'occupation montre que l'armée états-unienne n'est pas adaptée pour assurer la sécurité. Ce problème va créer un syndrome irakien pour toute la région.

Après la chute de Bagdad, les néo-conservateurs se demandaient quelle serait la prochaine cible. Aujourd'hui, la Syrie et l'Iran savent que les États-Unis ne peuvent pas s'en prendre à eux. Les Iraniens ont renforcé leur pouvoir en utilisant les menaces états-uniennes. Les États-Unis ont également perdu en popularité et en crédibilité et donc en moyen d'action. L'Irak soulève des doutes quand à la validité de la doctrine Bush.



## Newt Gingrich



Ancien président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich siège au Conseil consultatif de la politique de Défense. Il est membre de l'American Enterprise Institute et de la Hoover Institution, administrateur de la Fondation for the Defense of Democracies et fondateur du Center for Health Transformation. Il collabore à Fox News.

### « Honteux jeux à l'ONU »

Source : Los Angeles Times

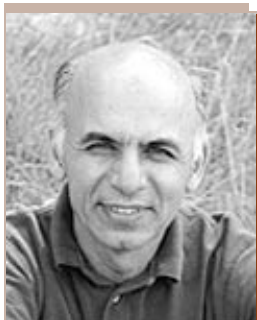
Référence : « Shameful Games at the U.N », par Newt Gingrich, *Los Angeles Times*, 11 octobre 2004.

Depuis plus de six mois, des observateurs de l'ONU, des délégations de la Chambre des représentants et du Sénat, des travailleurs internationaux d'organisation comme **Amnesty International** ou **Médecins sans frontières** (MSF) ont été témoins au Darfour et ont dénoncé ce que le **département d'État** qualifie à juste titre de génocide. En dépit des démentis répétés, il est clair que le Soudan soutient ces attaques. Pourtant, le Soudan conserve son siège à la Commission des Droits de l'homme de l'ONU.

Selon toute logique, ce pays devrait perdre son siège et ne pas avoir la possibilité de juger les actions d'autres États dans le domaine des Droits de l'homme. Pourtant, ce ne sera pas possible. Depuis février 2003, 50 000 personnes ont été tuées au Darfour et 1,4 millions ont été déplacées. **Kofi Annan** a estimé qu'il s'agissait de la pire crise humanitaire au monde. Pourtant, le pays responsable fait partie des 53 États membres de la Commission des Droits de l'homme. Cela prouve qu'il n'existe aucun mécanisme empêchant la commission d'être manipulée par des gouvernement qui violent régulièrement des Droits de l'homme. Cette commission a été corrompue par les jeux politiques et cela a permis à certains des pires responsables d'atteinte aux Droits de l'homme de juger les autres et d'éviter d'être condamnés. En 2003, la Libye a présidé cette commission. Si elle avait un sens, cette commission ne pourrait pas accueillir les gouvernements totalitaires. L'ONU ne peut pas continuer ainsi, malgré les preuves, elle ne fait rien.

Le Darfour est un test pour l'ONU.

## Ashraf Ghani



Ancien professeur d'anthropologie à l'université John Hopkins et conseiller de la Banque mondiale, Ashraf Ghani

### « Voter pour l'avenir de l'Afghanistan »

Source : Washington Post

Référence : « Voting for Afghanistan's Future », par Ashraf Ghani, *Washington Post*, 12 octobre 2004.

Samedi, le peuple afghan a fait un nouveau pas en direction de la paix et de la prospérité. Les hommes et les femmes afghanes ont participé massivement à la première élection présidentielle. En dépit des menaces venant d'Al Qaïda et des talibans et malgré les plaintes pour fraudes qui devront être examinées en

collabora au programme pashtoun de *Voice of America*, puis devint ministre des Finances du gouvernement intérimaire afghan d'Hamid Karzaï.

profondeur, personne n'a pu remettre en cause la détermination et le courage du peuple afghan dans l'exercice de son droit souverain. Cette élection est une rupture nette avec le cercle vicieux du passé, juste trois ans après qu'une coalition internationale a libéré notre pays.

L'Afghanistan réalise une difficile transition, passant du conflit et de la dictature à la souveraineté populaire, un processus qui a commencé à Bonn en décembre 2001 et dont le scrutin est une nouvelle étape. Toutefois, nous ferons bientôt face à de nouvelles difficultés car nos avancées font également augmenter les attentes des Afghans. Nous devons continuer à assurer la sécurité, la croissance économique et la bonne gouvernance. Pour cela, nous avons besoin d'une aide financière internationale que nous devons dépenser sagement dans l'accroissement du capital humain et la reconstruction des infrastructures. L'élection de samedi est une réalisation historique, mais ce n'est qu'une étape.

## Zalmay Khalilzad



Ancien élève d'Albert Wohlstetter, puis assistant de Paul Wolfowitz dont il rédigea la doctrine des États-Unis unique super-puissance, Zalmay Khalilzad est expert des mouvements islamistes au département d'État pendant la première guerre d'Afghanistan et la Guerre du Golfe, puis chercheur à la Rand Corporation et conseiller d'Unocal en Asie centrale. Il fut l'un des fondateurs du Project for a New American Century et dirigea l'équipe de transition du président Bush au Pentagone. Il est aujourd'hui ambassadeur spécial en Afghanistan.

### « Une première en 5 000 ans »

Source : Wall Street Journal

Référence : « A 5,000-Year First », par Zalmay Khalilzad, *Wall Street Journal*, 9 octobre 2004.

Plus de dix millions d'Afghans ont aujourd'hui l'opportunité de voter pour leur président, pour la première fois en 5 000 ans d'histoire. Il y a trois ans, peu auraient prédit cette avancée historique, mais avec l'aide du monde, les Afghans ont saisi cette opportunité et ont rejoint les nations démocratiques. Pas à pas, les Afghans reconstruisent un État fonctionnel et un système politique. L'année dernière, la Loya Jirga a adopté la constitution la plus progressiste de l'histoire afghane et du monde musulman. Lors de cette assemblée, tous les groupes politiques ont accepté des règles de gouvernement et tous les groupes ethniques s'investissent dans l'élection du président, du Parlement ou des conseils locaux. Les Afghans, avec le soutien de la communauté internationale, sont en train de briser le système des seigneurs de guerre. L'État gagne un contrôle financier sur le pays. Hamid Karzaï a nommé de nouveaux gouverneurs et a révoqué ceux qui entretenaient des milices privées. La plupart des armes lourdes du pays sont maintenant aux mains de l'armée afghane et un accord a permis le retour à la vie civile de 15 000 miliciens. Beaucoup reste à faire, mais nous assistons au crépuscule des seigneurs de guerre alors que se développent les institutions afghanes. L'armée compte 15 000 hommes et 28 000 policiers sont entraînés. Sur le plan économique, la croissance est de 15 % avec une inflation stable et un taux de change peu fluctuant. Les infrastructures sont progressivement reconstruites et bientôt, l'Afghanistan deviendra un carrefour commercial influent. Signe de l'amélioration, 3,3 millions d'Afghans sont revenus dans leur pays, le plus grand retour volontaire de l'Histoire. Il faut continuer à soutenir ces progrès.

## Chris Stephen

Journaliste et écrivain,  
Chris Stephen est l'auteur  
de *Judgement Day : The  
Trial of Slobodan  
Milosevic*.

### « Milosevic : aucun lien trouvé avec le génocide »

Source : The Observer

Référence : « Milosevic : 'no link to genocide found' », par Chris Stephen, *The Observer*, 10 octobre 2004.

Une controverse est née autour du procès de Slobodan Milosevic après qu'un analyste respecté du renseignement ait déclaré que l'ancien dirigeant yougoslave n'était pas coupable de crime de génocide.

Le massacre de 7 000 musulmans à Srebrenica, en 1995, par les forces serbes est la base de l'accusation de crime de génocide contre Slobodan Milosevic. Mais le docteur Cees Wiebes de l'université d'Amsterdam, membre d'une commission d'enquête gouvernementale néerlandaise, affirme qu'on ne peut pas imputer ce crime à Milosevic. Il prétend même que Milosevic fut furieux du massacre car il cherchait à l'époque à trouver une issue politique au conflit. Wiebes s'appuie sur le travail d'une équipe qui a recueilli de nombreux témoignages et a eu accès à des documents déclassifiés. Il accuse Mladic d'avoir commis ces actes, mais prétend que Milosevic n'a joué aucun rôle.

Wiebes affirme que ses conclusions ont fortement déplu à Clara Del Ponte car il est le premier responsable à dire tout haut ce que beaucoup murmurent à La Haye : l'accusation de génocide ne repose sur rien. Milosevic a équipé les meurtriers, mais pour que l'accusation de génocide tienne, il faut que l'accusation démontre qu'il a donné un ordre.

## Ephraim Sneh



Ancien ministre de la Santé (1993-1996), [Ephraim Sneh est député travailliste. Il préside le sous-comité de la Knesset sur la politique et la programmation de Défense.

### « Le plan de Sharon perpétuera la guerre »

Source : Ha'aretz

Référence : « Sharon's plan will perpetuate war », par Ephraim Sneh, *Ha'aretz*, 11 octobre 2004.

**Ariel Sharon** et ses conseillers ne se cachent plus vraiment pour affirmer que le désengagement de Gaza vise avant tout à garder le contrôle de la Cisjordanie et à écarter toute pression interne ou externe en faveur d'une solution politique différente. Sharon veut laisser les Palestiniens dans sept enclaves reliées entre elles par des autoroutes spéciales.

Tout ceux qui se promènent en Cisjordanie peuvent constater cet agenda secret en regardant à quelle vitesse se développent les colonies, y compris celle qui sont illégales. Une fois que ces habitations seront terminées, les colons en Cisjordanie verront leur population augmenter de 10 %. Malgré cela, le « camp

de la paix » continue de soutenir le plan Sharon tout comme la communauté internationale. Ce faisant, ils adoptent la rhétorique de Sharon concernant l'absence de partenaire palestinien. C'est normal qu'il n'y ait pas de partenaire, tous ceux qui pourraient en être un sont méprisés par Sharon et il est de toute façon évident que nous ne trouverons personne pour discuter d'un plan créant sept enclaves palestinienne. Beaucoup de personnes respectables pensent sérieusement que le désengagement de Gaza créera une dynamique qui conduira à l'évacuation de la Cisjordanie. C'est ce que croit aussi l'extrême droite. Pourtant, cela ne serait possible que si Gaza était laissé aux mains d'un gouvernement palestinien responsable bénéficiant de l'aide internationale et pouvant servir de modèle positif pour la Cisjordanie dans le futur. Le modèle que prépare Sharon au contraire est une bande de Gaza en proie au chaos et assistée par des agences humanitaires tout en subissant la loi de bandes armées. Cela ne permet pas d'envisager une poursuite du processus en Cisjordanie. Les partis qui veulent un processus politique avec les Palestiniens doivent présenter une alternative. Il faut choisir entre la fin de la guerre et la poursuite des colonies.